

Syndicat National des Enseignements de Second Degré
Section académique de la Martinique (S3)

Fort-de-France, le 12 mai 2010

Objet : communiqué de presse
Concerne : violences au clg Lagrosillière à Sainte Marie
V/Réf :
N/réf. :
Fax :

Madame, Monsieur,

Le SNES Martinique vous remercie de passer le communiqué de presse ci-dessous, concernant l'agression récente d'un professeur par un élève au clg Lagrosillière.

Dans cette attente, et avec nos remerciements,

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations très distinguées

Françoise PARACLET
Secrétaire académique
SNES Martinique

Communiqué de presse

Le SNES Martinique apporte son soutien plein et entier au collègue d'EPS du clg Lagrosillière qui a été agressé hier par un élève de la SEP du lycée professionnel.

Une fois de plus, ce sont les professeurs et les CPE qui se retrouvent directement aux prises avec des élèves dont la prise en charge ne peut être que spécifique. Or, faute d'adultes, faute de moyens, faute de volonté politique, on abandonne élèves et personnels d'enseignement dans un face à face dangereux. Si l'on veut une efficacité véritable dans la prise en charge des élèves, il faut bien admettre que le rôle de l'enseignant n'est pas – sauf exception – de jouer au gendarme. Le maintien de l'ordre revient à des personnels dûment identifiés comme tels, mais – hélas – en nombre de plus en plus réduit.

Autre problème : la rapidité de la sanction. C'est, semble-t-il, parce que le jeune homme croyait son affaire réglée et toute sanction abandonnée, qu'il a cru à une méchanceté du professeur lorsque finalement la sanction est tombée.

Faut-il rappeler qu'en accueillant tout public, sans encadrement spécifique, on condamne à l'échec ce type d'élève, tout en nuisant à la progression de tous les autres. Au moment où *Conseil d'Etat* et *l'Institut Montaigne* sortent des rapports qui soulignent évidemment l'échec de l'école mais oublient de dénoncer des réformes sur empilées, il importe de dénoncer une politique de privatisation et de démantèlement du service public qui ne fait qu'accroître les inégalités.